



FRANÇAIS

Mémoire en faveur de la reconnaissance et de la protection du titre de criminologue au Nouveau-Brunswick

Organisme : Association professionnelle de criminologie du Nouveau-Brunswick (APCNB)

Version : 1.0 **Adopté le :** 2 juin 2026

Mémoire soumis respectueusement par l'Association professionnelle de criminologie du Nouveau-Brunswick (APCNB) à l'appui de la reconnaissance et de la protection du titre de « criminologue » au Nouveau-Brunswick.

Sommaire

Au Nouveau-Brunswick, toute personne peut aujourd'hui se présenter comme « criminologue », sans formation reconnue ni encadrement déontologique. L'APCNB propose une **protection du titre**, assortie de normes de compétence, d'un code de déontologie et d'un mécanisme de traitement des plaintes, afin de **protéger le public** — sans empiéter sur les professions déjà réglementées. Le présent mémoire expose le contexte, la justification fondée sur la protection du public, et un modèle adapté au Nouveau-Brunswick et à son caractère bilingue.

1. Présentation de l'APCNB

L'APCNB est une association professionnelle sans but lucratif, bilingue, qui regroupe les criminologues du Nouveau-Brunswick. Elle s'est dotée de statuts et règlements, d'un code de déontologie, de catégories d'adhésion, d'une politique de formation continue, d'une politique de traitement des plaintes et d'une norme de champ d'exercice. L'Association est ainsi déjà structurée pour assumer un rôle d'encadrement.

2. Contexte et problématique

- Le titre de « criminologue » n'est protégé par aucune loi au Nouveau-Brunswick : n'importe qui peut l'utiliser.
- Aucune norme de formation ni de conduite ne s'impose actuellement à ceux qui s'en réclament.
- Le public, les employeurs et les tribunaux n'ont aucun moyen fiable de vérifier la compétence d'une personne qui se dit criminologue.
- Aucun recours n'existe contre une personne non membre qui exercerait de façon préjudiciable.
- Le nombre de diplômé-es en criminologie au Nouveau-Brunswick justifie un encadrement clair de la profession.

3. La protection du public — fondement de la démarche

Le seul fondement légitime de l'encadrement d'une profession est la protection du public. Les criminologues interviennent auprès de personnes vulnérables — personnes victimes, personnes contrevenantes, adolescents — et éclairent des décisions ayant des conséquences importantes (évaluation du risque, réinsertion, programmes correctionnels). Des normes de compétence et un mécanisme de reddition de comptes protègent les personnes servies et renforcent la confiance du public.



4. Le criminologue : définition et champ d'exercice

Le criminologue étudie le phénomène criminel, la victimisation et le système de justice, et applique ces connaissances à la prévention, à l'évaluation et à l'accompagnement des personnes en contact avec la justice, ainsi qu'à la recherche et au conseil. Son champ est défini par la compétence et le domaine de la justice; il ne pose pas d'actes cliniques réservés à d'autres professions. Le champ détaillé figure dans la Norme de champ d'exercice de l'APCNB.

5. Complémentarité avec les professions réglementées

La présente démarche ne vise aucun empiétement. Le criminologue défère aux professions réglementées du Nouveau-Brunswick : le **travail social** (NBASW / ATSNB), le **counseling thérapeutique** (College of Counselling Therapists of N.B.), la **psychologie** (College of Psychologists of N.B.), le **droit** (Barreau) et la **médecine**. L'APCNB souhaite collaborer avec ces organismes et inscrire un devoir de référence dans sa déontologie, ce qui est déjà fait.

6. Contexte canadien et précédents

Le Québec reconnaît le criminologue comme profession à titre réservé depuis 2015 (Ordre professionnel des criminologues du Québec). Le Nouveau-Brunswick a, pour sa part, reconnu récemment plusieurs professions des relations humaines : le counseling thérapeutique (loi en vigueur en 2017), la psychologie et le travail social (loi de la NBASW, 2024). La province s'est aussi dotée d'un régime de protection des titres en services financiers. Il existe donc des précédents clairs et un cadre éprouvé.

7. Modèle proposé pour le Nouveau-Brunswick

1. Protéger le titre de « criminologue » (et l'abréviation « crim. ») par voie législative.
2. Privilégier la voie d'un projet de loi d'intérêt privé déposé à l'Assemblée législative, comme pour le travail social, la psychologie et le counseling thérapeutique.
3. À titre de variante progressive, envisager un régime de protection du titre (sur le modèle des planificateurs financiers) avec un organisme de reconnaissance des titres.
4. Confier à l'APCNB l'établissement et le maintien des normes d'admission, de déontologie, de formation continue et de traitement des plaintes — déjà en place.
5. Garantir la prestation des services et de l'encadrement dans les deux langues officielles.
6. Prévoir une période de transition et une concertation avec les ordres existants.

8. Bénéfices attendus

- Protection accrue du public et des personnes vulnérables.
- Clarté pour les employeurs, les tribunaux et les partenaires.
- Normes de compétence et de conduite vérifiables.
- Services offerts dans les deux langues officielles.
- Complémentarité, et non concurrence, avec les professions réglementées.
- Aucun coût pour les contribuables : l'encadrement est financé par les cotisations des membres.

9. Recommandations

1. Que le gouvernement reconnaisse le criminologue comme profession à titre protégé au Nouveau-Brunswick.



2. Que le titre « criminologue » et l'abréviation « crim. » soient réservés aux personnes répondant aux normes établies.
3. Que l'APCNB (ou un organisme désigné) soit responsable des normes d'admission, de déontologie et de traitement des plaintes.
4. Que le champ d'exercice soit défini par la compétence, en complémentarité avec les professions réglementées.
5. Qu'une période de transition et une consultation des ordres concernés soient prévues.

10. Conclusion

L'APCNB remercie le gouvernement de l'attention portée au présent mémoire. L'Association est prête à collaborer avec les autorités et les ordres professionnels pour mettre en place un encadrement qui protège le public, valorise la profession et respecte le caractère bilingue du Nouveau-Brunswick.

La présidence — APCNB

Le secrétariat — APCNB

Document de travail soumis à des fins de consultation. Il devrait être finalisé avec un conseiller juridique du Nouveau-Brunswick et validé par le conseil d'administration avant tout dépôt officiel.



ENGLISH

Brief in Support of Recognizing and Protecting the Criminologist Title in New Brunswick

Organization : New Brunswick Professional Association of Criminology (NBPAC)

Version : 1.0 **Adopted :** June 2, 2026

Brief respectfully submitted by the New Brunswick Professional Association of Criminology (NBPAC) in support of recognizing and protecting the title of “criminologist” in New Brunswick.

Executive summary

In New Brunswick, anyone may currently present themselves as a “criminologist”, with no recognized training or ethical oversight. The NBPAC proposes **title protection**, together with competence standards, a code of ethics and a complaints process, in order to **protect the public** — without encroaching on the professions already regulated. This brief sets out the context, the public-protection rationale, and a model suited to New Brunswick and its bilingual character.

1. About the NBPAC

The NBPAC is a not-for-profit, bilingual professional association bringing together New Brunswick's criminologists. It has adopted bylaws, a code of ethics, membership categories, a continuing-education policy, a complaints-handling policy and a scope-of-practice standard. The Association is therefore already structured to take on an oversight role.

2. Context and problem

- The title “criminologist” is protected by no law in New Brunswick: anyone may use it.
- No training or conduct standard currently applies to those who claim it.
- The public, employers and courts have no reliable way to verify the competence of someone calling themselves a criminologist.
- No recourse exists against a non-member who practises harmfully.
- The number of criminology graduates in New Brunswick warrants clear oversight of the profession.

3. Protection of the public — the basis for action

The only legitimate basis for regulating a profession is the protection of the public. Criminologists work with vulnerable people — victims, people who have offended, youth — and inform decisions with significant consequences (risk assessment, reintegration, correctional programs). Competence standards and accountability protect the people served and strengthen public trust.

4. The criminologist: definition and scope

The criminologist studies the phenomenon of crime, victimization and the justice system, and applies that knowledge to prevention, to the assessment and support of people in contact with justice, and to research and advice. Their scope is defined by competence and the justice domain; they perform no clinical acts reserved to other professions. The detailed scope is set out in the NBPAC Scope-of-Practice Standard.

5. Complementarity with regulated professions

This initiative seeks no encroachment. The criminologist defers to New Brunswick's regulated professions: **social work** (NBASW / ATSNB), **counselling therapy** (College of Counselling Therapists of N.B.), **psychology** (College of Psychologists of N.B.), **law** (Law Society) and **medicine**. The NBPAC wishes to collaborate with these bodies and has already embedded a duty of referral in its code of ethics.

6. Canadian context and precedents

Quebec has recognized the criminologist as a reserved-title profession since 2015 (Ordre professionnel des criminologues du Québec). New Brunswick, for its part, has recently recognized several human-relations professions: counselling therapy (in force 2017), psychology, and social work (NBASW Act, 2024). The province has also adopted a title-protection regime in financial services. Clear precedents and a proven framework therefore exist.

7. Proposed model for New Brunswick

1. Protect the title “criminologist” (and the abbreviation “crim.”) through legislation.
2. Favour a private member's bill introduced in the Legislative Assembly, as for social work, psychology and counselling therapy.
3. As a phased alternative, consider a title-protection regime (on the financial-planner model) with an approved credentialing body.
4. Task the NBPAC with setting and maintaining standards of admission, ethics, continuing education and complaints handling — already in place.
5. Guarantee that services and oversight are delivered in both official languages.
6. Provide for a transition period and consultation with existing regulators.

8. Expected benefits

- Greater protection of the public and of vulnerable people.
- Clarity for employers, courts and partners.
- Verifiable standards of competence and conduct.
- Services offered in both official languages.
- Complementarity, not competition, with regulated professions.
- No cost to taxpayers: oversight is funded by member dues.

9. Recommendations

1. That the government recognize the criminologist as a title-protected profession in New Brunswick.
2. That the title “criminologist” and the abbreviation “crim.” be reserved to those meeting the established standards.
3. That the NBPAC (or a designated body) be responsible for standards of admission, ethics and complaints handling.
4. That the scope of practice be defined by competence, in complement to the regulated professions.
5. That a transition period and consultation of the relevant regulators be provided.

10. Conclusion



The NBPAC thanks the government for its attention to this brief. The Association is ready to work with the authorities and professional regulators to establish oversight that protects the public, advances the profession and respects the bilingual character of New Brunswick.

The President — NBPAC

The Secretary — NBPAC

Working document submitted for consultation. It should be finalized with New Brunswick legal counsel and approved by the Board of Directors before any official submission.